

LES ORGANISATIONS PATRONALES TIRENT LA SONNETTE D'ALARME

Tout est à refaire sur le plan économique !

Les chefs d'entreprise ont été, hier dimanche, les invités de la commission Bensalah. L'instance de consultations sur les réformes politiques a reçu, ainsi, simultanément, les présidents des six organisations patronales du pays pour des entretiens exclusivement économiques.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Les dirigeants respectifs du Forum des chefs d'entreprises (FCE), de la Confédération nationale du patronat algérien (CNPA), de l'Union nationale des entreprises publiques (Unep), de la Confédération algérienne du patronat (CAP), de la Confédération des industriels et producteurs algériens (CIPA) et de l'association des femmes chefs d'entreprises SEVE sont donc allés exposer les préoccupations des opérateurs économiques nationaux.

Le président du puissant Forum des chefs d'entreprises, l'ancien ministre de la PME PMI, Réda Hamiani, résume bien l'enjeu «Pour les chefs d'entreprise soucieux avant tout de construire et de créer de la richesse, des réformes structurelles bien réfléchies et bien mises en œuvre sont préférables aux "révolutions" porteuses de désordres et gaspilleuses de ressources rares.»

Pour les premiers concernés, c'est simple : «C'est l'ensemble du système de gestion de notre économie qu'il convient de réformer pour faire face à la contrainte majeure à laquelle nous serons certainement confrontés au cours

des dix prochaines années, à savoir celle de la diversification de notre économie et de la sortie progressive de son addiction aux hydrocarbures.»

Tout est à refaire ou presque, en la matière et le plus tôt sera le mieux car, avertira Hamiani, «ces transformations prennent du temps et il faut bien comprendre également que, faute d'entamer dès à présent les réformes nécessaires en ce sens, la diminution inévitable des revenus pétroliers pèsera, à terme, comme une menace lourde de conséquences sur les équilibres vitaux de notre pays, sur sa sécurité et même sur son intégrité».

Le retard qu'accuse l'Algérie est tel, soulignera l'ancien ministre, que «plus de 80% de nos besoins alimentaires, plus de 70% de nos besoins en médicaments et plus de 80% des besoins de fonctionnement de notre appareil industriel sont importés».

Une anomalie due, surtout, «à la somme de contraintes législatives et réglementaires et de procédures bureaucratiques aussi lourdes qu'irrationnelles qui congestionnent l'acte d'investissement et l'acte de production au sein de l'économie nationale».



Photo : Samir Sid.

Réda Hamiani invite le gouvernement à reconsidérer sa politique économique.

Le président du FCE rappelle que la Constitution, en son article 37, garantit «la liberté de commerce et d'industrie». Un droit pourtant bafoué dans les faits. Il s'interroge alors : «Au nom de quelle interprétation singulière de la loi fondamentale un entrepreneur algérien doit-il demander une autorisation administrative préalable du gouvernement pour

investir dans son propre pays ? On se demande également pourquoi certaines activités sont toujours, dans les faits, interdites à l'initiative des investisseurs nationaux alors même que, paradoxalement, elles sont tolérées pour des investisseurs étrangers.»

De nombreux autres griefs, de même acabit, sont également retenus par le patronat. «Il est

inconcevable d'imaginer un développement économique sérieux et durable sans une convergence profonde entre les objectifs ciblés par les politiques publiques et ceux poursuivis par les entreprises».

Le président du FCE ne mâche pas ses mots : «Il n'est pas, à titre d'exemple, raisonnable que des lois d'une importance majeure soient votées sans que les acteurs directement concernés n'en aient pris connaissance qu'au moment où elles leur sont appliquées.»

Il ne manquera pas d'inviter le gouvernement «à dépasser cette fausse conception de la politique économique nationale, qui veut que l'Etat soit le centre obligé de toutes les activités économiques, le dispensateur de la richesse et le distributeur de revenus.

En d'autres termes, la réforme essentielle à mener à ce niveau est celle qui consistera, pour l'Etat, à se recentrer sur ses missions régaliennes et à laisser leur entière autonomie aux entreprises publiques et privées, qui doivent pouvoir exercer librement leurs activités dans un marché national concurrentiel».

Cet appel sera-t-il entendu par celui qui a concentré tous les pouvoirs, économiques compris, à son niveau depuis 1999 ?

K. A.

LA LFC 2011 PRÉSENTÉE HIER À L'APN

Djoudi atténue les risques de déséquilibre budgétaire

Les risques inflationnistes ainsi que le déséquilibre budgétaire restent maîtrisables à terme, selon le ministre des Finances.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ainsi que Karim Djoudi, qui a présenté hier à l'Assemblée populaire nationale le projet de loi de finances complémentaire pour 2011, a voulu atténuer ces risques qui découlent de l'importante dépense publique décidée et en hausse de 25%.

Dans la mesure, selon le ministre des Finances, où les risques d'inflation, calculée à 4% et découlant des récentes revalorisations salariales, sont avérés importants. Néanmoins, Karim Djoudi a estimé que l'élargissement du soutien budgétaire aux prix de nouvelles matières alimentaires (sucre et huile notamment) ainsi que la croissance attendue de la croissance agricole vont influencer modérément sur la variation des prix à la consommation.

Et au regard d'une fiscalité tant pétrolière qu'ordinaire qui devrait couvrir les dépenses de fonctionnement.

De même, le ministre des Finances s'est montré rassurant sur la soutenabilité des finances publiques, la maîtrise du déséquilibre budgétaire. Dans la mesure



Photo : Samir Sid.

Karim Djoudi.

où le déficit budgétaire, calculé à 4 693 milliards de dinars et représentant 34% du PIB, pourra être couvert sans toucher au Fonds de régulation des recettes (FRR), «théoriquement», selon M. Djoudi. Et cela même si le déficit budgétaire réel «doit être

autour de 10 à 11%», relève-t-il. Et d'autant que les disponibilités du FRR seront renouvelées grâce à la différence entre le prix de référence du baril (37 dollars) et le cours actuel (111 dollars le baril sur les quatre premiers mois de 2011).

Karim Djoudi avait présenté, auparavant en séance plénière, un fait inédit dans les annales parlementaires, cette loi rectificative qui prend en compte, notamment, les incidences des mesures socioéconomiques décidées par les pouvoirs publics en matière de régulation du marché, amélioration du pouvoir d'achat et soutien aux entreprises.

Comme la LFC 2011 inscrit les récentes décisions de la réunion tripartite gouvernement-UGTA-patronat dont celles concernant l'allègement du crédit documentaire pour les entreprises de production et de transformation qui pourront également recourir au transfert libre qui passe de 2

millions de dinars à 4 millions de dinars.

Soumis à l'APN en mai dernier, ce projet de loi a été examiné par la commission finances et budget qui y a apporté une trentaine d'amendements et modifications.

Après la présentation, les députés ont entamé hier matin les débats par des interventions pour certaines laudatives vis-à-vis de la démarche gouvernementale et pour d'autres critiques en raison de la mauvaise gouvernance.

En ce sens, certains élus ont demandé l'arrêt des subventions publiques, d'autres ont contesté la création de fonds spéciaux inutiles.

Au nombre de 126, les interventions des députés se poursuivront aujourd'hui et demain en matinée, et la réponse du ministre des Finances est attendue pour l'après-midi suivante.

C. B.

RELANCE DU CRÉDIT À LA CONSOMMATION

Le oui mais...

La relance du crédit à la consommation est possible mais pas à l'ordre du jour, selon le ministre des Finances. Hier, en marge d'une séance plénière à l'APN, Karim Djoudi a estimé que le retour au crédit, notamment véhicules, dépend d'une double conditionnalité. Celle de répondre à l'intérêt national, développer une production automobile en Algérie même dans le cadre du partenariat. Mais aussi de veiller à préserver les ménages du risque d'endettement, la mise en place d'une centrale des risques au niveau de la Banque d'Algérie étant primordiale.

C. B.

AFFAIRE DJEZZY

L'évaluation se poursuit sans retard

L'opération d'évaluation d'Oracom Telecom Algérie (OTA) se poursuit normalement et sans retard, selon le ministre des Finances. Hier, Karim Djoudi a indiqué que les deux banques d'affaires désignées l'une par l'Algérie et l'autre par le propriétaire d'OTA poursuivent l'évaluation de l'opérateur de téléphonie mobile.

C. B.

GEL DES AVOIRS LIBYENS

L'Algérie applique les résolutions onusiennes

Le ministre des Finances a confirmé hier le gel des avoirs libyens dans les banques et institutions financières nationales.

En marge d'une séance plénière à l'APN, Karim Djoudi a indiqué que l'Algérie applique les résolutions de l'ONU.

Par conséquent, tout mouvement ou transfert de fonds et toutes les transactions immobilières et autres transferts de propriétés sont gelés et les biens des personnes ou entités listées par l'ONU doivent être identifiés.

C. B.